

## Plusieurs groupes de pression veulent un débat sur le rapport Ménard

Presse Canadienne



Plusieurs groupes de pression ont applaudi jeudi le dévoilement du rapport sur la pérennité du système de santé et de services sociaux, pourtant vertement critiqué par les grandes centrales syndicales qui l'ont même coulé aux médias deux jours avant sa publication.

Le banquier Jacques L. Ménard qui présidait le comité chargé de la rédaction du document a d'ailleurs accusé les représentants des organisations de travailleurs de vouloir faire avorter le débat de fond sur cette question cruciale.

"Tous connaissent l'agenda syndical de négociations. C'est certain que notre rapport risque de déranger leur ordre établi, mais ce n'est pas une raison pour induire la population en erreur et dire n'importe quoi", a-t-il dit lors d'un point de presse à Montréal.

Le président du conseil de BMO Groupe financier pour le Québec en veut notamment aux représentants de la FTQ, de la CSQ et de la CSD qui ont laissé entendre que le rapport misait sur des hausses des tarifs d'électricité et de la taxe de vente (TVQ) pour financer les soins.

Ces propositions, qui font partie des solutions envisagées pour accroître les revenus de l'Etat reçoivent en effet relativement peu d'attention dans le volumineux document remis aux ministres de la Santé et des Finances.

A l'instar de la plupart des 16 membres du comité, Jacques Ménard estime qu'il est urgent d'agir pour éviter que les générations futures se retrouvent avec une facture disproportionnée, découlant du vieillissement de la population.

Dans son rapport, le groupe de travail a souligné qu'il n'y aurait plus que deux travailleurs par retraité en 2030, comparativement à cinq actuellement.

Parmi les solutions proposées figurent entre autres la création d'un Régime d'assurance contre la perte d'autonomie. Cette caisse autonome partiellement capitalisée servirait à financer une partie des services nécessaires aux personnes âgées.

Le rapport suggère aussi d'accroître la place faite au secteur privé dans la construction d'établissement et la prestation de certains soins. Le financement du réseau demeurerait toutefois strictement public.

### Accueil favorable

Le rapport Ménard a reçu un accueil enthousiaste de l'Association médicale du Québec, qui y voit un bon point de départ pour la discussion.

"Ce que nous retenons d'une première lecture des conclusions (...) c'est que le statu quo est intenable, et ce de notre point de vue, sans penser au futur", a déclaré le président de l'organisation, le Dr Robert Ouellet qui juge la situation actuelle trop grave pour qu'on écarte "des solutions ayant fait leurs preuves ailleurs".

Même son de cloche à la Fédération des médecins résidents du Québec qui a perçu les conclusions du groupe de travail comme "un vent de fraîcheur" dans le débat entourant le financement de la santé au Québec.

"Comme médecins et comme citoyens, nous n'avons pas le droit de rejeter du revers de la main les recommandations qui nous sont présentées d'autant plus que leur implantation se fera sur un horizon de 25 ans", a souligné le président Martin Bernier.

Pour sa part, l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux (AQSSS) trouve "recevables" et même "pertinentes" les suggestions du comité Ménard et souhaite qu'elles soient discutées et analysées de façon pragmatique "en respectant les valeurs d'équité et de solidarité qui sont les fondements de notre système".

L'Association des centres jeunesse du Québec et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) ont aussi applaudi le document qui a, à leurs yeux, le mérite de faire "un bon diagnostic".

### **Bémols**

Tous ne sont cependant pas d'accord avec l'interprétation du comité formé au lendemain du Forum des générations. Outre la FTQ, la CSD et la CSQ, qui ont refusé de signer le rapport, d'autres organisations ont émis des réserves jeudi.

La Coalition solidarité santé trouve le document "alarmiste" et "truffé de noirs scénarios". "Le rapport Ménard n'a rien inventé. Sur la base d'une analyse économique hautement contestable, il reprend essentiellement les solutions mises de l'avant dans le rapport Clair, lequel témoignait déjà d'un fort penchant pour la privatisation et la réduction des services couverts par le système public", écrit l'organisme dans un communiqué.

D'après la coalition, les analyses du rapport sont "trop contestées" et trop biaisées en faveur de l'entreprise privée pour servir de pièce centrale au nécessaire débat sur la santé au Québec.

La CSN et l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux qui représente des dizaines de milliers de travailleurs du domaine de la santé, trouvent pour leur part que le rapport fait appel à des scénarios catastrophe et ne fait que refléter l'idéologie du gouvernement Charest.

En bout de ligne, pour la Fédération de l'âge d'or du Québec (FADOQ), "la boule de cristal des uns vaut bien celle des autres".